



L'Edito

« Un monde sans mémoire ? »

Il y a deux ans, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, en même temps ou presque, les plus grandes économies occidentales entraient en récession. Pour éviter l'implosion généralisée, les Etats ont transformé des dettes privées en dettes publiques afin de sauver secteur financier. Pour soutenir l'activité et éviter une engrenage digne de la crise de 1929, les pays ont eu recours à des plans de soutien portant sur plusieurs points de PIB. Le sauvetage du secteur financier et ces plans ont permis de relancer l'économie mondiale. Il n'en demeure pas moins que la crise n'est pas terminée ; la preuve, le taux de chômage reste deux points, en moyenne, au-dessus de son niveau de 2008. Le PIB par habitant était, fin 2010, inférieur de 3,1 points à celui du 1^{er} trimestre 2008 en France, de 6,8 points en Italie, de 4 points au Japon ou de 2,4 points aux Etats-Unis. Trois ans de croissance ont été perdus avec des problèmes qui demeurent : la tension sur les marchés des matières premières liée à la poursuite du développement des marchés émergents, un rejet du risque de la part des investisseurs malgré des taux faibles, la tentation du protectionnisme et du repli sur soi avec, à la clef, la mise en œuvre de politiques non-coopératives. La dépendance énergétique et industrielle vis-à-vis des pays producteurs qu'ils soient de matières premières (Moyen Orient, Russie) ou de produits industriels (pays émergent, Chine, Inde...) génèrent d'importants transferts de capitaux qui, pas à pas, redessinent la carte économique mondiale.

Philippe Crevel

Mention ...

Le sondage mentionné dans la lettre est celui commandé par le Cercle des Epargnants en mars 2011 auprès de l'Institut CSA. Pour tout renseignement : www.cerclledesepargnants.com.

L'Actualité

Emploi des seniors et des juniors, même combat !

Selon les statistiques de l'OCDE et de l'Union européenne, il y a une relation entre le taux d'emploi des seniors (55-59 ans) et celui des juniors (20-24 ans). Les pays ayant un faible taux d'emploi pour les seniors comme la Hongrie, la Turquie, l'Italie, la Grèce, la Belgique ou la France ont également un faible taux d'emploi pour les juniors. Plus l'âge de départ à la retraite est bas et plus le taux de chômage des jeunes est élevé. Or, il est souvent admis que le départ des salariés les plus âgés permet d'offrir des emplois aux jeunes. Comme quoi il faut se méfier des clichés. Evidemment, il est possible de souligner que ce sont les économies les plus dynamiques comme l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Danemark, la Norvège, le Canada qui ont les meilleurs résultats dans les deux domaines. Il faut également citer l'Islande qui au-delà de ses récents déboires se caractérise par un taux d'emploi des seniors de plus de 85 % et d'un taux d'emploi des jeunes de plus de 65 %.

Riche comme un retraité français ?

Les revenus moyens des plus de 65 ans représentent en France 94,5 % des revenus de la population soit un taux supérieur à celui de l'OCDE qui est de 82,4 %. Les 66-75 ans disposent de revenus égal à 97,6 % des revenus de la population globale. Seuls l'Autriche et le Mexique font mieux avec des taux respectifs de 100,8 % et de 98,1 %. Le taux de pauvreté des plus de 65 ans est, en France, de 8,8 %. Il descend à 7,2 % pour les générations comprises entre 65 et 75 ans. Les célibataires retraités sont, en revanche, plus confrontés au problème de la pauvreté avec un taux de 16,2 %. Le plus faible taux de pauvreté chez les plus de 65 ans est constaté en Nouvelle Zélande avec un taux de 1,5 %. Aux Pays-Bas, il est de 2,1 % et de 3,1 % au Luxembourg. En revanche, il dépasse 22 % aux Japon et aux Etats-Unis ainsi qu'en Grèce, en Irlande et en Espagne. Il est de 8,4 % en Allemagne et de 10,3 % au Royaume-Uni.

Dépenses « Retraite » : ça monte souvent mais cela peut aussi baisser !

De 1990 à 2007, les dépenses publiques de retraite ont augmenté, en France, de 17,5 % soit moins vite qu'en Grèce (+20,9 %), qu'au Japon (+ 80,5 %) ou qu'en Corée (+130,5 %). En revanche, ces dépenses ont reculé de 6,8 % en Suède, de 7,7 % en Irlande, de 14,7 % en Islande, de 19,8 % au Luxembourg et de de 41,8 % en Nouvelle Zélande. Les pays qui ont enregistré de fortes baisses ont mis en œuvre des réformes systémiques (le cas de la Suède) ou ont effectué des transferts des régimes publics au profit de régimes professionnels privés. Il n'en demeure pas moins que certains Etats ont réussi à maîtriser leurs engagements sociaux. La forte croissance des dépenses au Japon est liée au rapide vieillissement tout comme en Corée, pays qui a en outre mis en place plus tardivement que les autres une couverture publique de retraite.

Les fonctionnaires n'ont-ils plus confiance dans l'Etat ?

Ce sont les fonctionnaires et les salariés des entreprises publiques qui placent le plus souvent la retraite comme priorité en matière de financement pour les prochaines années avant l'assurance-maladie ou le logement. 73 % des salariés du secteur public contre 68 % pour les salariés du secteur privé et 65 % parmi les travailleurs non salariés sont inquiets pour leur retraite.



LA LETTRE D'INFORMATION DU CERCLE DES EPARGNANTS

L'Actualité

2035, l'année de tous les dangers !

Selon l'OCDE, la France connaîtra, en 2035, son pic de dépenses pour les retraites avec un taux de 14,5 % du PIB contre 13,5 % en 2010. Après 2035, la part des dépenses par rapport au PIB devrait décroître pour s'établir, en 2060, à 14,0 %. L'organisation internationale souligne que certains pays n'arriveront pas à maîtriser leurs dépenses de retraite dans les cinquante prochaines années. Il s'agit notamment de la Grèce dont le taux passera de 11,6 % à 24,1 % de 2010 à 2060. Le Luxembourg, considéré comme un pays vertueux, devrait consacrer, en 2060, 23,9 % de

son PIB aux retraites contre 8,6 % en 2010. La Suède avec son système en comptes notionnels devrait, en revanche, sur toute la période, consacrer environ 9,5 % de son PIB aux retraites.

Pour épargner, rien ne vaut un contrat Madelin ou un contrat d'assurance-vie !

En 2011, à la question, quel produit d'épargne souhaitez-vous souscrire, deux produits se dégagent pour les Français. 12 % d'entre eux sont prêts à souscrire un contrat d'Assurance-vie et 7 % un contrat Madelin (intentions chez les travailleurs non salariés). Le Livret A qui couvre déjà plus de 90 % de la population bénéficie de 3 % des intentions, le Plan d'Epargne en Actions

(PEA) 4 % et le PERP 2 %.

L'immobilier brille comme de l'or !

Sans surprise, dans le dernier sondage du Cercle des Epargnants (CSA-2011), 40 % des sondés considèrent que l'immobilier est le meilleur placement devant le Livret A et l'assurance-vie. La hausse des prix de l'immobilier ne semble pas dissuader, du moins pour le moment, les Français. La pierre est privilégiée par les travailleurs non salariés ainsi que par les jeunes actifs de 25 à 35 ans. Les actions ne trouvent réellement des partisans que chez les revenus les plus élevés (au-delà de 4500 euros) avec 11 % des intentions contre 7 % pour l'ensemble du panel.

Libres Pensées

Les impôts vont baisser. Rassurez-vous, ce n'est pas en France mais en Suède

La Suède redevient un modèle pour les autres économies. Son déficit public ne devrait être, cette année, que de 0,4 % du PIB après avoir été de 1 % en 2010. La taux de croissance a dépassé 5 % l'année dernière. Le taux de chômage est passé en-dessous de la barre des 8 %. Les dépenses de retraite sont maîtrisées grâce au système de comptes notionnels. Un plan de privatisation est mis en œuvre pour diminuer le poids du secteur public. Le gouvernement s'est engagé, une fois le retour à l'excédent budgétaire (probablement en 2012), à réduire, pour les bas et

moyens revenus, le taux d'imposition ainsi que de diviser par deux le taux de la TVA dans la restauration.

Quand le Medef est en phase avec l'opinion publique

Dans son rapport sur la dépendance, le Medef préconise, pour le financement de la dépendance, le développement d'un système assurantiel qui pourrait être obligatoire avec une aide pour les revenus les plus modestes. C'est le choix des deux tiers des Français selon le sondage du Cercle réalisé par CSA-CECOP au mois de mars. Le Medef est opposé à une hausse des cotisations qui n'est souhaitée que par 11 % des sondés et à une nouvelle suppression d'une journée de RTT qui ne reçoit l'assentiment que de 23 % des interviewés.

La dépendance sera-t-elle l'avenir de l'Homme ?

47 % des Français pensent qu'ils seront dépendants à la fin de leur vie contre 35 % qui pensent le contraire quand bien même le taux prévalence de la dépendance est de 20 %. En règle générale, nous avons tendance à sous-estimer notre espérance de vie et, en particulier, l'espérance de vie en bonne santé qui s'élève désormais à la naissance à 64,2 ans (la France est au 10^{ème} rang au sein de l'UE). Ce sont les Français ayant des revenus modestes et se réclamant d'extrême droite qui considèrent majoritairement qu'ils seront dépendants. Paradoxalement, ceux qui n'ont pas de patrimoine financier mais qui ont des revenus moyens qui sont parmi les plus optimistes...

A Suivre

Long way is the road...

Les ménages américains se sont mis à épargner après la crise de 2007. Leur taux d'endettement, calculé par rapport au revenu disponible brut, est ainsi passé de 2007 à 2010 de 132,4 % à 116,1 %. Il devrait encore diminuer de 6 points pour que la correction le ramène au niveau qui était le sien avant le gonflement de la bulle immobilière.

Taux d'épargne entre deux eaux !

Le taux d'épargne des ménages français a fléchi au cours du dernier trimestre 2010 pour passer en dessous de la barre des 16 % du revenu disponible brut. Les ménages ont réduit leur effort d'épargne du fait d'une moindre progression du pouvoir d'achat. L'amélioration de la conjoncture et la légère décline du chômage ont également pu inciter les Français à ne pas augmenter leur épargne de précaution. v